



Convention de mutualisation du crédit de temps syndical

ENTRE :

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais, désigné ci-après sous le terme « le Centre de Gestion », installé Cité de la Fonction Publique Territoriale Pierre MAUROY, Allée du Château – LABUISSIERE – BRUAY-LA-BUISSIERE (62702), représenté par Monsieur Joël DUQUENOY, Président, agissant en cette qualité et dûment habilité par la délibération du Conseil d'administration n° ... en date du ...,

d'une part,

... (nom de la collectivité ou de l'établissement non obligatoirement affiliés), ci-après désigné sous le terme « la Commune (ou l'Etablissement) », installé(e) ... (...), représenté(e) par Monsieur (ou Madame) ..., Maire (ou Président), agissant en cette qualité et dûment habilité par la délibération du Conseil municipal (ou d'administration),

d'autre part.

Vu le Code général de la fonction publique, et notamment son article L214-6 ;

Vu le décret n° 85-397 du 3 avril 1985 modifié, relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique territoriale, et notamment ses articles 19 et 20 ;

Vu le décret n° 2017-1419 du 28 septembre 2017 modifié, relatif aux garanties accordées aux agents publics exerçant une activité syndicale ;

Vu la note d'information de la DGCL (NOR : INTB1622038N), en date du 29 juillet 2016 relative à la possibilité de mutualisation des crédits de temps syndical entre les centres de gestion et les collectivités ou établissements non obligatoirement affiliés ;

Vu le protocole sur les droits syndicaux signé pour les années 2023-2026 ;

Vu la demande écrite en date du ... , de ... (nom, prénom), ... (fonctions au sein du syndicat), ayant pour objet la rédaction d'une convention de mutualisation du crédit de temps syndical entre le Centre de Gestion et ... (nom de la collectivité ou de l'établissement non obligatoirement affiliés) ;

Considérant que le syndicat ... n'a pas pu utiliser la totalité de son crédit de temps syndical durant l'année 2023 ;

Considérant que rien ne s'oppose à répondre favorablement à la demande du syndicat ;

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser les conditions dans lesquelles le Centre de Gestion et la Commune (ou l'Etablissement) déterminent, à la demande de l'organisation syndicale ..., les modalités de mutualisation de son crédit de temps syndical.

Le crédit de temps syndical concerné porte sur le quota attribué par le Centre de Gestion au titre de l'article 12 du décret n° 85-397 précité.

Ce quota qui n'a pu être utilisé durant l'année civile (2023), sera reporté à la seule année suivante (2024).

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est établie au titre de l'année

Article 3 : Volume des crédits et agent concerné

Les parties conviennent de mutualiser un crédit de ..., au titre de l'année 2024, de ... **heures.**

La totalité du crédit sera attribuée à Monsieur (ou Madame) ..., agent de la Commune (ou de l'Etablissement).

Article 4 : Mise en œuvre de la convention

Le bénéfice du crédit prévu à l'article 3 de la présente convention ne pourra être effectif qu'après notification par la Commune (ou l'Etablissement) au bénéficiaire d'un arrêté lui octroyant un tel droit.

Article 5 : Remboursements afférents

Le Centre de Gestion s'engage à rembourser à la Commune (ou l'Etablissement) les charges salariales de toute nature afférentes (traitement indiciaire, indemnité de résidence, supplément familial de traitement, primes, indemnités et prestations familiales obligatoires) aux autorisations d'absence et aux décharges d'activités de service.

Ce remboursement sera effectué :

- conformément aux dispositions légalement prévues, notamment celles du décret n° 2017-1419 précité ;
- sur la base d'états mensuels et des justificatifs (notamment les fiches de paie) qui seront transmis par la Commune (ou l'Etablissement) au Centre de Gestion.

Le remboursement interviendra dans les meilleurs délais dès réception des différents documents sollicités par le Centre de Gestion.

Article 6 : Avenant à la convention

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Article 7 : Litiges

En cas de litige, les parties s'engagent à trouver une solution amiable.

Pour tous litiges concernant cette convention, le tribunal territorialement compétent sera le tribunal administratif de Lille.

Convention établie en double exemplaire,

A Bruay-la-Buissière le ...

A ... le ...

Pour le Centre de Gestion,
l'établissement),

Pour la Commune (ou

Le Président,

Le Maire (ou le Président),

Joël DUQUENOY

...

Copie adressée à ..., ... (fonctions au sein du syndicat)